

BOURSES DE SECURITE FAMILIALE



P3

Diomaye augmente l'enveloppe et le nombre de bénéficiaires

SITUATION DIFFICILE DU PAYS



P7

LA NR de Thiès disqualifie Diomaye et Sonko et pose Amadou Ba en alternative

LA PATRIE

Quotidien d'informations générales/ numero 65/date MARDI 08 SEPTEMBRE 2026/ prix 100f

RECEPTION DE SON BOEING 777-800

AIR SÉNÉGAL

RENFORCE SES AILES



PAGE4

- -Le ministre des transports aériens et terrestres salue une «acquisition en possession directe et sur fonds propres»
- - «Nous allons continuer à faire des acquisitions pour Air Sénégal, avec des avions exclusivement de type Boeing»

TOURNEE «DIISO AK ASKAN WI»

ABDOURAHMANE NDIAYE DÉCLINE SES AMBITIONS POLITIQUES



DIOMAYE CHANTE DIOUF...



À l'occasion du 91^e anniversaire de l'ancien chef de l'État Abdou Diouf, le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, lui a adressé un message empreint de respect et de déférence ce lundi 7 septembre sur X. Rendant hommage à son illustre prédécesseur, le chef de l'État a salué des qualités républicaines essentielles : « La rigueur, la mesure, le sens de l'État placé au-dessus de soi. Ce sont là des vertus dont le Sénégal que nous bâtissons a besoin, et le Président Abdou Diouf les a incarnées toute sa vie durant. » Exprimant la gratitude de la Nation, Bassirou Diomaye Faye a ajouté : « Au nom du peuple sénégalais et en mon nom propre, je lui adresse mes vœux les plus chaleureux et l'assurance de mon profond respect. » Il a conclu son message par une prière à l'endroit de l'ancien dirigeant : « Que Dieu lui accorde longue vie, santé et paix, et qu'il le garde longtemps encore auprès des siens et de son pays. » Pour rappel, Abdou Diouf a présidé le Sénégal de 1981 à 2000.

27 MOIS SANS SALIRE...



Après plusieurs mois de bras de fer et plus de 27 mois d'arriérés de salaire, les 44 agents en cessation d'activités du ministère des Mines et de la Géologie ont décidé de suspendre leur plan d'action. Réunis autour de leur situation sociale, les travailleurs ont décidé, à l'unanimité, de suspendre le sit-in prévu le 15 septembre 2026 à la sphère ministérielle Ousmane Tanor Dieng. Dans un communiqué parvenu à Seneweb ce jour, le collectif explique que

cette décision fait suite aux différents entretiens entre le coordonnateur du collectif interministériel, Oumar Dramé, et le président du Haut conseil du dialogue social, M. Faly Seck. L'objectif est de laisser au président du HCDS le temps de poursuivre ses démarches auprès du président Bassirou Diomaye Diakhar Faye pour trouver une issue heureuse à leur situation. Le communiqué a rappelé que l'ensemble des 44 agents qui cumule plus de 27 mois d'arriérés de salaire est au chômage depuis le 12 août 2024. Le collectif dit aussi vouloir suivre les mesures sociales qui seront annoncées par le Premier ministre, Ahmadou Al Amine Mouhamed Lo, lors de sa déclaration de politique générale du 8 septembre 2026. Une DPG attendue notamment sur la réintégration des travailleurs licenciés par le gouvernement sortant. Dans le communiqué, le collectif dit également prendre acte des instructions données par le chef du gouvernement au ministre du Travail, Mamadou Lamine Dianté, et au ministre des Mines et de la Géologie, Cheikh Oumar Seck, pour régler le dossier dans les meilleurs délais. Au vu de ces avancées, le collectif répond favorablement à l'appel des bonnes volontés et suspend son mot d'ordre. Le sit-in reste donc suspendu, en attendant les annonces du gouvernement et la suite des négociations. cordée à l'extension du réseau des allocations.

SENELEC DEMENT TOUTE ANNONCE D'UNE COUPURE D'ELECTRICITE...



L.«Senelec a constaté la circulation, sur les réseaux sociaux et sites d'informations, d'une annonce faisant état de prétendues coupures d'électricité prévues du 07 au 13 septembre 2026. Senelec tient à informer ses clients et l'ensemble du public que cette annonce est fausse et ne provient aucunement de ses services. Senelec rappelle que toute information officielle relative aux interruptions ou perturbations de la fourniture d'électricité est communiquée exclusivement à travers ses canaux officiels. Senelec rappelle également que les avis de travaux sont programmés tout au long de l'année. Ils concernent des zones géographiques et des plages horaires précises et sont indispensables à l'entretien, à la maintenance et à l'amélioration du réseau électrique, dans le but de renforcer sa qualité et sa fiabilité. Senelec met tout en œuvre pour que ces travaux aient le moins d'impact possible sur le quotidien des populations concernées. Nous invitons, par conséquent, nos clients et le grand public à faire preuve de vigilance, à ne pas relayer cette information et à vérifier toute annonce auprès des sources officielles de Senelec. Senelec remercie ses clients pour leur vigilance et leur confiance», a i nformé la

Direction Communication et Marketing. LE SAMES MAINTIENT SON MOT D'ORDRE DE GREVE



Le Syndicat autonome des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes du Sénégal (SAMES) maintient son mot d'ordre de grève de 48 heures, prévu les mardi 8 et mercredi 9 septembre 2026. Dans un communiqué publié ce lundi 7 septembre, le syndicat invite « toutes les bases, toutes les zones, toutes les sections et tous les membres » à « respecter strictement le mot d'ordre de grève ». Cette décision intervient après ce que le SAMES qualifie de « provocation », en référence à l'absence du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique à une rencontre qu'il avait lui-même convoquée avec l'organisation syndicale. Le SAMES dénonce « avec vigueur » l'attitude du ministre Ibrahim Sy, qu'elle accuse d'avoir fait preuve de mépris à l'égard du syndicat et de ses membres. Pour le Bureau exécutif national, cette absence constitue un « manque de respect manifeste » envers l'organisation syndicale, mais également envers les professionnels de santé et la population sénégalaise. « Ce comportement traduit un manque de respect manifeste envers notre organisation et envers l'ensemble des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes du Sénégal, mais également envers la population sénégalaise », affirme le SAMES. Ainsi, l'organisation syndicale refuse, dans ces conditions, de participer à ce qu'elle considère comme un dialogue social de façade. « Le SAMES refuse d'être associé à un simulacre de dialogue social et ne saurait accepter que les revendications légitimes de ses membres soient traitées avec mépris », lit-on dans le communiqué.

GROUPE PRESSE CITOYENNE (GPC)

Thies-Est, parcelles assainies, unite 3

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mbaye THIANDOU

Email: thiandmb11@yahoo.fr

Tél: 776453658 / 711349391

INFOGRAPHIE & MONTAGE

RENE SECK

DIRECTRICE COMMERCIALE

Laora Magane EYENGA

Email:laoramaganeeyenga586@gmail.com

Tél: +221 77 878 42 57 / 76 235 16 17

BOURSES DE SECURITE FAMILIALE

Diomaye augmente l'enveloppe et le nombre de bénéficiaires

Les bénéficiaires des bourses de sécurité familiale peuvent se frotter les mains. Et pour cause, les paiements suspendus depuis l'arrivée du nouveau régime vont reprendre ce mois-ci. Mieux, le nombre de bénéficiaires comme l'enveloppe global ont augmenté sensiblement. , la ministre de la Famille et des Solidarités, Marie Angélique Mame Selbé Diouf. La ministre de la Famille et des Solidarités s'exprimait sur la question, hier, au cours d'une rencontre d'information et de partage sur la reprise des paiements et à la re-certification des bénéficiaires du programme.

Fin de la galère pour les bénéficiaires des bourses de sécurité familiale. Les paiements reprennent bientôt. Et pour cette année, le nombre de bénéficiaires a connu une hausse, passant de 355 013 à 469 497 en 2026, selon le ministre. Qui note également que l'enveloppe dédiée aux allocations passe de 52 à 70 milliards de francs CFA. «Depuis son lancement en 2013, le Programme national de bourse de sécurité familiale s'est affirmé comme un instrument majeur de lutte contre l'extrême pauvreté», a reconnu la ministre de tutelle. D'où pour elle, l'importance de la reprise des paiements, «dans les prochains jours». Avec l'arrivée des nouvelles autorités, les paiements étaient suspendu, pour «faire un état des lieux du programme et

de définir de nouvelles orientations, avec pour objectif de consolider l'accompagnement des ménages vulnérables et de renforcer la confiance des populations». La suspension a permis aussi de certifier à nouveau les bénéficiaires. «La re-certification répond à un impératif d'équité, de justice sociale et d'efficacité. Elle vise à vérifier la situation socio-économique des ménages afin de maintenir dans le programme ceux qui en ont toujours besoin et de permettre l'intégration de nouveaux ménages vulnérables. Elle ne constitue ni une sanction ni un retrait arbitraire des droits. Notre objectif est simple : mieux cibler pour mieux protéger», explique Angélique Mame Selbé Diouf. Soulignant que le Registre national unique (RNU), qui



permet l'identification et la caractérisation des ménages pauvres et vulnérables, est «un outil stratégique» dans cette opération. Les personnes détentrices de la carte d'égalité des chances vont également bénéficier des allocations du programme, selon la ministre. Qui invitent les élus locaux à jouer un rôle de

relais de proximité, d'écoute et de pédagogie auprès des populations. «L'opération de reprise des paiements qui sera entamée dans les jours à venir devra être conduite dans le strict respect des principes d'objectivité, de transparence, d'équité et de respect de la dignité», indique-t-elle. Et de préciser que

l'ambition du gouvernement dépasse le seul versement des allocations, l'objectif étant de faire évoluer progressivement le modèle vers une protection sociale davantage orientée vers la résilience et l'autonomisation des ménages.

KHADIDIATOU BAH

DROITS DES FEMMES

Me Moussa Sarr favorable à une infraction spécifique pour le féminicide

Le féminicide pourrait-il bientôt faire l'objet d'une incrimination spécifique au Sénégal ? La question a été au cœur des échanges, ce lundi 7 septembre 2026, entre le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Me Moussa Sarr, et une délégation d'organisations féminines et féministes engagées dans la défense des droits des femmes et des filles. L'annonce a été faite sur sa page Facebook, plateforme Me Moussa Sarr.

Selon le compte rendu, lors de la rencontre, les représentantes ont plaidé pour la reconnaissance du féminicide comme une infraction autonome. Une revendication à laquelle le Garde des Sceaux s'est montré, à première vue, favorable. Me Moussa Sarr a indiqué être à priori favorable à une consécration spécifique du féminicide, ouvrant ainsi la voie à une réflexion sur son éventuelle inscription dans l'arsenal juridique sénégalais. La question s'inscrit dans un contexte marqué par les violences faites aux femmes et aux filles, également évoquées au cours de l'audience. Les organisations féministes ont insisté sur la nécessité de renforcer la réponse judiciaire, mais aussi la prévention, la protection des victimes et la formation des

forces de sécurité. La délégation a également soulevé plusieurs autres dossiers sensibles : la refonte du Code de la famille, l'avortement médicalisé dans les cas de viol et d'inceste, la situation des femmes détenues, les violences faites aux femmes et aux enfants ainsi que le harcèlement, notamment sur les plateformes numériques. Sur les violences faites aux femmes et aux filles, le ministre a assuré que cette problématique sera prise en compte dans le cadre de la prochaine circulaire de politique pénale générale. Une orientation qui devrait permettre de préciser les priorités de l'action du parquet en matière de lutte contre ces violences. Concernant la refonte du Code de la famille et l'avortement médicalisé en cas de viol ou d'inceste,

Me Moussa Sarr a appelé à poursuivre la réflexion. Il a insisté sur le caractère particulièrement sensible de ces questions et sur la nécessité de rechercher des « compromis dynamiques » tenant compte des différentes sensibilités de la société sénégalaise. Les organisations ont, par ailleurs, plaidé pour une meilleure prise en charge des victimes et un renforcement des capacités des forces de sécurité. Elles ont salué le travail des Maisons de Justice, tout en demandant davantage de moyens pour ces structures. La rencontre a également permis d'évoquer les assises nationales envisagées sur les droits des femmes et des filles. Les organisations ont proposé l'instauration d'un cadre permanent de dialogue avec l'État. Me Moussa Sarr a, pour sa part, réaffirmé que les organisations de défense des droits humains constituent des partenaires privilégiés de l'État. Il a annoncé la mise en place prochaine d'un cadre de concertation et de dialogue devant réunir, au moins une fois par an, les différentes organisations pour faire le point sur la situation des droits humains au Sénégal. La



création d'un comité ad hoc chargé de préparer une stratégie nationale en matière de droits humains est également à l'étude. Avec la position exprimée par le Garde des Sceaux sur le féminicide, la rencontre ouvre ainsi

une nouvelle séquence de réflexion sur le renforcement de la réponse pénale face aux violences faites aux femmes au Sénégal.

SENEWEB

RECEPTION DE SON BOEING 777-800

Air Sénégal renforce ses ailes

Air Sénégal prend un nouveau envol ! La compagnie nationale a réceptionné hier un nouvel appareil, un Boeing 737-800. Rebaptisé «Gorée», il est acquis avec le soutien déterminant de l'État du Sénégal, qui entend faire de la compagnie nationale une référence continentale et mondiale, mais aussi et surtout un véritable outil de connectivité et de rayonnement du pays.

Air Sénégal densifie sa flotte ! L'arrivée du Boeing 777-800 de 174 places, va renforcer les capacités opérationnelles de la compagnie nationale et accompagner le développement de son réseau court et moyen-courrier. Elle traduit également la volonté

des autorités de consolider un pavillon national capable de répondre aux besoins de mobilité des Sénégalais, de la diaspora, des touristes et des voyageurs d'affaires. Sous l'impulsion du Président de la République, Bassirou Diomaye Diakharr Faye, et avec l'accompagnement du ministère des Transports terrestres et aériens dirigé par Abdoul Ahad Ndiaye, le renforcement de la flotte s'inscrit dans une ambition plus large : faire d'Air Sénégal un véritable outil de connectivité et de rayonnement du pays. Le choix du nom « Gorée », donné à l'appareil revêt une dimension particulière. Symbole de mémoire, de résilience et d'ouverture au monde, l'île historique devient ainsi l'identité d'un appareil appelé à sillonner les cieux africains et internationaux. Au-delà de ses performances opérationnelles, le Boeing 737-800 « Gorée » se veut donc un ambassadeur volant du Sénégal, reliant le pays à ses partenaires, à sa diaspora et au reste du monde. Avec ce

nouvel appareil, Air Sénégal entend poursuivre la consolidation de sa flotte et affirmer davantage son ambition de devenir une compagnie nationale moderne, performante et fièrement sénégalaise.

Le ministre des transports aériens et terrestres salue une «acquisition en possession directe et sur fonds propres»

«L'opération que nous venons de faire marque une étape importante pour la compagnie nationale qui est Air Sénégal», a souligné d'emblée le ministre de tutelle, Abdoul Ahad Ndiaye. Qui se félicite du «caractère patrimonial de cette acquisition en possession directe et sur fonds propres». «Tout ce qu'on a pu avoir comme flotte, les opérations, les avions, c'était soit du crédit-bail, soit de la location. Et aujourd'hui, le gouvernement a fait le choix de mettre cette acquisition dans le budget du Sénégal, donc c'est une acquisition exclusive», fait-il savoir. Ajoutant que l'acquisition d'un nouveau Boeing pour la compagnie nationale «a une portée stratégique» et «s'inscrit dans les orientations définies par les autorités sénégalaises pour renforcer la souveraineté aérienne du pays». En effet, note le min-



istre, cette acquisition au profit de la compagnie nationale «entre en droite ligne avec le master plan, le quinquennat, la stratégie nationale de développement du Sénégal 2024-2029, ainsi qu'avec le business plan de Air Sénégal, en vue d'impulser directement le Sénégal vers une souveraineté aérienne». «Elle nous permettra de consolider notre compagnie nationale, elle nous permettra aussi de jeter les bases de la

mise en place d'une plateforme aérienne régionale, voire même internationale», insiste l'autorité de tutelle. Qui dessine des perspectives radieuses pour Air Sénégal, en termes de renforcement de sa flotte. «Aujourd'hui, avec le souhait du président de la République, nous allons continuer à faire des acquisitions pour le compte de notre compagnie nationale Air Sénégal, avec des avions exclusivement de type Boeing », révèle Abdou Ahad Ndiaye. En ce sens, il rappelle que son prédécesseur avait déjà signé une lettre d'intention avec l'opérateur américain. «Il s'agira de contribuer à une rationalisation des charges de la compagnie, notamment en matière d'exploitation et de maintenance». Mieux, il indique que la coopération avec Boeing devrait permettre à Air Sénégal de renforcer ses capacités techniques, avec la possibilité d'ouvrir des centres techniques et d'être plus performante en termes de gestion technique.

Le nouvel appareil transportera la délégation sénégalaise qui ira ramener la flamme olympique d'Athènes pour les JOJ

Ce nouvel appareil qui doit hisser haut la flotte nationale, arrive au moment d'un événement mondial que le Sénégal va accueillir en octobre : les Jeux olympiques de la jeunesse. Dans ce cadre, c'est cet appareil qui va amener la délégation sénégalaise à Athènes, où elle doit récupérer la flamme olympique. «Nous allons partir à Athènes pour récupérer la flamme olympique de manière symbolique», a informé le ministre. Pour qui, le transport de la flamme olympique de la Grèce au Sénégal, sera «l'occasion de faire une démonstration de l'intermodalité entre les différents moyens de transport associés aux JOJ», dont Air Sénégal est un partenaire de premier plan. Par ailleurs, le ministre des transports a félicité le directeur général d'Air Sénégal, Tidiane Ndiaye, et l'ensemble des équipes de la compagnie pour leur engagement dans le processus de redressement de l'entreprise publique.

MBAYE THIANDOUM



TOURNEE «DIISO AK ASKAN WI»

Abdourahmane Ndiaye finance des GIE et décline ses ambitions politiques

Le landerneau politique doit désormais s'habituer à sa présence. Abdourahmane Ndiaye, leader du Rassemblement Patriotiques National (RPN), en tournée dans des localités de sa commune de Diossong, dans le département de Foundiougne, a décliné clairement ses ambitions politiques : être candidat à la mairie et à la présidentielle. En ce sens, il s'est engagé dans une massification de son mouvement, qui également, est en train de se muer en parti politique.

Le week-end dernier, le président du rassemblement patriotique national était en tournée dans son fief de Diossong, dans le département de Foudiougne. Dans le cadre du programme «diiso ak askan wi» de son parti, Abdourahmane Ndiaye, a eu des échanges fructueux avec les populations, notamment les jeunes et les femmes dans les différentes localités visitées. «Nous nous sommes rendu dans 5 villages de la communes, de même qu'à Kaolack et à Mbour. Nous avons échangé avec les populations, notamment les jeunes et les femmes. Nous avons, dans le cadre de nos activités de micro-finances, soutenu quatre GIE de femme, pour le développement local», a expliqué le président du RPN. Qui entend élargir et pérenniser ces accompagnements en direction des associations et GIE de jeunes et de femmes. En effet, l'homme est

connu pour ses œuvres sociales en faveur des populations. **La mairie de Disson t la présidentielle dans le viseur d'Abdourahmane Ndiaye**

Cette tournée, au-delà des échanges et de l'accompagnement apporté aux populations, a permis à l'homme politique d'asseoir sa base électorale. Une occasion aussi de réitérer sa volonté de briguer le fauteuil de maire de sa commune, lors des élections municipales à venir. «Les populations, notamment les femmes et les jeunes veulent me voir se présenter comme candidat à la mairie de Diossong. Nous avons accepté leur demande et nous sommes dans cette dynamique. Nous invitons tous les sénégalais épris de paix, de justice, de développement, de se joindre à nous», explique-t-il. Et au-delà des élections locales, M. Ndiaye entend se présenter à la prochaine

élection présidentielle. En ce sens, le mouvement RPN est en train de se muer en parti politique. «Nous avons déposé tous les documents requis au niveau des services compétents du ministère de l'intérieur. Et nous espérons que d'ici peu de temps, nous aurons notre récépissés», révèle Abdourahmane Ndiaye.

Une carrière professionnelle bien remplie au Sénégal comme à l'étranger et une grande expérience politique.

Abdourahmane Ndiaye, leader du Rassemblement des Patriotes pour la Nation, (RPN) n'est pas un politicien de métier. Ingénieur sorti de l'Ecole Polytechnique de Thiès, avec plus de 30 ans d'expérience professionnelle, il est titulaire d'un Master en Qualité, Sécurité et Environnement de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, spécialiste en gestion de projets, et possède plusieurs certificats et distinctions. Le patron du RPN travaille actuellement dans une grande organisation Internationale. Il a servi plus de dix ans au Département d'Etat Américain avec le Bureau of Overseas Buildings Operations (OBO) et dans des Ambassades Américaines à Dakar et ailleurs en Afrique. Auparavant, il a travaillé



au Groupe Shell, aux Industries Chimiques du Sénégal (ICS) et dans d'autres sociétés locales. Tout le long de sa carrière professionnelle, Abdourahmane Ndiaye a eu un pied dans la politique. Ancien proche collaborateur et protégé de Mamaoune Niasse, il a près de vingt ans de présence dans la scène politique sénégalaise. Une carrière politique qui lui a permis de s'engager comme candidat aux législatives de 2007, dans le Département de Foundiougne. Il a eu à diriger dif-

férentes structures stratégiques de partis politiques. Lors de l'élection présidentielle de 2024, M. NDIAYE a été choisi par son parti et de nombreux compatriotes comme le meilleur candidat, 5e Président de la République du Sénégal. Mais pour des raisons administratives, sa candidature n'a pas pu aboutir. Grand patriote et humble citoyen, Abdou aime partager ses connaissances et contribuer au développement des personnes et des communautés.

OUSMANE SY

SITUATION CHAOTIQUE DU PAYS

LA NR de Thiès disqualifie Diomaye et Sonko et pose Amadou Ba comme seule alternative

Les responsables des Cellules de la Nouvelle Responsabilité dans le département de Thiès ont tenu une assemblée générale, pour échanger sur la vie et les perspectives de leur parti. Etait aussi pur eux, une occasion de se prononcer sur la situation nationale. Une situation qui selon le coordonnateur, Ousmane Diop, «semble complètement échapper» au tenants du pouvoir, le président de la république, ainsi que son ancien premier ministre et actuel président de l'Assemblée nationale Ousmane Sonko. Pour lui, ces derniers ont atteint leurs limites et le leader de la Nouvelle Responsabilité, Amadou Ba reste la seule alternative, autour de qui l'opposition devrait se réunir.

Le chef de l'Etat et son ancien premier ministre et actuel président de l'assemblée nationale ont fini de démonter leur limites dans la gestion du pays. C'est la conclusion tirée par les responsables de la Nouvelle Responsabilité dans la ville de Thiès. «Tous les domaines d'activités sont à l'arrêt. Et l'amer constat est que le contrôle de la situation semble échapper aux deux acteurs, mis en cause, le président de la République Bassirou Diomaye Diakhar Faye et le président de l'Assemblée na-

tionale, Ousmane Sonko», a déclaré le coordonnateur du parti dirigée par Amadou Ba. «Aujourd'hui, ils ont montré leurs limites à gérer convenablement le pays d'où la montée en flèche de la misère collective des sénégalais», renchérit-il. Disqualifiant les nouvelles autorités, il affirme qu'aujourd'hui, leur leader est le seul en mesure d'incarner une alternative crédible. «Aujourd'hui, tous les sénégalais s'accordent sur une réalité, l'ancien Premier ministre Amadou Bâ, leader de la Nouvelle Re-



sponsabilité/Jámm Ji, est le seul à pouvoir sauver le Sénégal. Et les sénégalais peuvent compter sur lui pour sauver le Sénégal», soutient M. Diop. Dès lors, il invite les autres forces de l'opposition à rejoindre Amadou Ba,

pour la constitution d'une entité forte, capable de tenir la dragée haute au parti présidentiel et au PASTEF. «Le contexte n'est plus le même. Ce qui était valable ne l'est plus en termes de coalitions. Du coup, Amadou Bâ demeure le

seul et l'unique réceptacle pour les prochaines élections», affirme entre autres, Ousmane Diop.

ALIOUNE SENE

SUSPENSION DE SA LICENCE

La Cour suprême «coupe» le signal de Starlink

C’est notre confrère Bachir Fofana qui a révélé la nouvelle. La Cour suprême du Sénégal a ordonné la suspension de la licence accordée à Starlink, filiale de SpaceX, dans l’attente de l’examen au fond d’un recours pour excès de pouvoir formé contre cette autorisation.

Starlink doit prendre son mal en patience ! La Cour suprême a suspendu sa licence. La haute juridiction a statué, hier, dans le cadre d’une procédure de référé, sans se prononcer à ce stade sur le fond du dossier. L’arrivée de Starlink au Sénégal a été annoncée début février 2026, lorsqu’Elon Musk a indiqué sur X que le service satellitaire était devenu opérationnel dans le pays. Cette ouverture avait été précédée, en décembre de l’année précédente, par une annonce du ministre de la Communication, des Télécommunications et du Numérique, Alioune Sall, faite devant l’Assemblée nationale. Dans la foulée de cette autorisation, l’État sénégalais avait négocié l’acquisition de 5 000 kits Starlink à tarif préférentiel, avec l’objectif de con-

necter gratuitement un million de Sénégalais au cours du premier semestre 2026, dans une logique de complémentarité avec les réseaux existants. Le dossier Starlink a toutefois été marqué par plusieurs épisodes de tension avec la régulation sénégalaise. Avant même l’obtention de sa licence, l’entreprise avait fait l’objet, dès 2023, d’une répression de la commercialisation informelle de ses terminaux, l’Autorité de régulation des télécommunications et des postes (ARTP) ayant fait interpellé plusieurs revendeurs non autorisés. Après l’entrée en service officielle, l’ARTP a de nouveau alerté, fin mars 2026, contre la prolifération de points de « wifi communautaire » exploitant des terminaux Starlink pour de la revente illégale de con-



nexion, rappelant que ces pratiques exposent leurs auteurs à des peines pouvant aller jusqu’à cinq ans de prison et 60 millions de francs CFA d’amende. Des interpellations similaires ont encore eu lieu au mois d’août 2026, notamment à Kaolack, à la suite d’une plainte de la Sonatel. Le service a par ailleurs suscité la controverse en mai 2026, lorsque Starlink avait annoncé, avant de

faire machine arrière sous la pression des abonnés, une hausse de 43 % du prix de son abonnement mensuel, qui devait passer de 30 000 à près de 43 000 francs CFA. C’est dans ce contexte de vigilance réglementaire accrue autour de l’opérateur satellitaire qu’intervient, selon Bachir Fofana, la décision de la Cour suprême d’ordonner la suspension de la licence de Starlink en référé, dans

l’attente d’un examen au fond du recours pour excès de pouvoir. Une décision de suspension en référé administratif ne préjuge pas de l’issue du recours au fond ; elle vise, en droit sénégalais, à préserver une situation en attendant que la Cour statue sur la légalité de l’acte contesté en l’occurrence, l’autorisation délivrée à Starlink.

Ousmane SY



Alliance des Syndicats Autonomes de la Santé (ASAS)

SUTSAS-SUDTM-SAT Santé/D-CNTS Santé-SAT/CL-SYTRACTS

AND GUEUSSEUM

Le Directoire

DÉCLARATION DE SOUTIEN AU PRÉSIDENT DE L’ASSAM

And Gueusseum réaffirme son soutien total et indéfectible à Monsieur Ansoumana DIONE, Président fondateur de l’ASSAM, et s’oppose fermement à toute tentative visant à le déposséder de la direction du Centre d’Assistance aux Malades Mentaux. L’ASSAM en revendique la propriété, et Monsieur DIONE en assure, depuis de nombreuses années, la gestion ainsi que la prise en charge des malades mentaux errants.

Après la rupture unilatérale de son contrat de travail en qualité de conseiller à la Direction générale de l’action sociale, intervenue sous le mandat de l’ancien directeur général, M. Boucar Diouf, And Gueusseum dénonce ce qu’elle perçoit comme une série de mesures et d’initiatives défavorables à l’encontre de M. Ansoumana DIONE.

Dans ce contexte, l’administration régionale de Kaolack et la Gendarmerie ont procédé à une visite sur place ainsi qu’à une audition des parties concernées. Toutefois, selon nos informations, ces diligences n’ont pas permis d’établir des éléments de nature à justifier les mesures envisagées à l’encontre de M. Ansoumana DIONE. Dans ces conditions, And Gueusseum s’interroge légitimement sur les raisons d’un tel acharnement, d’autant plus incompréhensible qu’il vise un citoyen qui consacre bénévolement une part importante de son engagement à la cause des personnes souffrant de troubles mentaux, souvent abandonnées par leurs familles et, parfois, par la société elle-même.

And Gueusseum rappelle, à cet égard, que M. Ansoumana DIONE a été élevé à la dignité de Docteur Honoris Causa, en reconnaissance de son engagement exceptionnel en faveur des malades mentaux en situation d’errance. La cérémonie de graduation est officiellement prévue en octobre 2026 à Bangui, en République centrafricaine, et sera rehaussée par la présence de Son Excellence le Président Faustin-Archange Touadéra, chef de l’État.

Cette reconnaissance internationale devrait, selon les pouvoirs publics. Elle leur rappelle une évidence : si, en tant que citoyens, ils doivent les soutenir, en particulier ceux qui sont les plus vulnérables.

UNE SANTÉ MENTALE QUI DEMEURE LE PARENT

And Gueusseum invite Monsieur le Ministre de la Santé à prendre en compte la situation de la santé mentale d’importantes difficultés en matière de ressources et de continuité des soins.

La situation de Kaolack est, à cet égard, particulièrement préoccupante. Elle constate qu’à partir de 15 heures, la région se transforme en un lieu d’urgence où l’on offre de prise en charge psychiatrique spécialisée vers Dakar de nombreux patients nécessitant de

Cette situation est d’autant plus préoccupante pour les soins psychiatriques spécialisés, souffrant de la difficulté d’intégration de la psychiatrie au sein de la

Dans ce contexte, l’action menée par l’ASSAM est perçue non pas comme une menace pour la continuité des soins, mais comme un complément précieux à ses efforts.

UN CENTRE FONDÉ SUR L’HUMANISME

And Gueusseum souligne également les conditions de travail des personnels du Centre d’Assistance aux Malades Mentaux.

Selon les éléments portés à notre connaissance, le Centre d’Assistance aux Malades Mentaux de Kaolack est un lieu accueillant et d’une prise en charge respectueuse de l’humanisme et de l’empathie. Cette approche régulière, l’accès aux traitements, des soins et une attention particulière portée à l’alimentation et à l’hygiène. Cette prise en charge, entièrement gratuite, est un engagement social d’une ampleur rare, qui mérite d’être reconnue par les pouvoirs publics.

C’est pourquoi And Gueusseum considère que le Centre ne saurait en aucun cas constituer une menace pour la santé mentale au Sénégal.

POUR UNE APPROCHE FONDÉE SUR LA DIGNITÉ

And Gueusseum invite par ailleurs l’Observateur international à exercer une vigilance particulière sur le

établissements pénitentiaires, en particulier lorsque celles-ci sont signalées comme contraires au respect de la dignité humaine.

Il apparaît paradoxal de fragiliser un centre dont la mission est l’assistance et la réinsertion des malades mentaux errants, au motif qu’il serait assimilable à un lieu de privation de liberté. Or, sa vocation première est précisément de leur garantir protection, suivi médical, soutien psychosocial et respect de leur dignité.

APPEL SOLENNEL AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

A Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Diakharr Faye, Président de la République du Sénégal, And Gueusseum lance un appel solennel.

La situation de la santé mentale à Kaolack et dans l’ensemble des régions du Sénégal impose aujourd’hui des réponses fortes, durables et réellement adaptées aux réalités du terrain.

Il est urgent de renforcer les ressources humaines spécialisées en santé mentale, d’améliorer l’accès aux soins psychiatriques et de déployer des structures de proximité adaptées aux réalités des populations.

L’État se doit également de reconnaître et d’accompagner durablement les acteurs communautaires qui, faute de moyens publics suffisants, suppléent depuis des années une offre de soins défaillante.

A cet égard, And Gueusseum rappelle qu’au terme de la décennie écoulée, des mesures avaient été prises pour rétablir Monsieur Ansoumana DIONE dans la gestion de son Centre et lui octroyer un soutien lui permettant de poursuivre ses missions. And Gueusseum déplore toutefois que cet accompagnement n’ait pas été pérennisé par le ministère de la Santé, compromettant ainsi la continuité d’une action essentielle.

NE PAS FRAGILISER CEUX QUI AGISSENT

Alors qu’un compatriote s’apprête à recevoir une prestigieuse distinction internationale pour son engagement en faveur des personnes souffrant de troubles mentaux, le Sénégal devrait non seulement se réjouir de cette reconnaissance, mais aussi l’accompagner pleinement dans cette dynamique.

And Gueusseum invite donc Son Excellence le Président de la République à veiller à ce que M. Ansoumana DIONE, loin d’être fragilisé dans son engagement, soit au contraire soutenu et encouragé dans sa démarche.

Nous demandons à l’État d’accompagner ce déplacement à Bangui en République centrafricaine pour que cette graduation soit, à son retour, saluée comme elle le doit. Car l’engagement auprès des malades mentaux ne mérite pas d’être freiné, il appelle un soutien ferme, une organisation claire et une ambition renouvelée.

Fait à Dakar, le 07/09/2026

EL HADJI ALIOUNE DIOUF

«L'accord avec le FMI ne règle pas nos problèmes»

S'exprimant lors de l'émission « Point de vue », l'économiste El Hadj Alioune Diouf a livré son analyse sur l'accord technique conclu entre le Sénégal et le Fonds monétaire international (FMI). Si cette étape demeure majeure, l'ancien directeur du Commerce intérieur estime qu'elle ne suffira pas, à elle seule, à résorber les contraintes financières du pays.

Selon lui, la clé réside dans une exécution rigoureuse des réformes, une maîtrise accrue de la dépense publique et une gouvernance optimisée de la dette. Pour l'expert, ce partenariat doit être perçu non comme un aboutissement, mais comme un cadre stratégique à mettre à profit pour corriger les déséquilibres structurels. « L'accord avec le FMI ne règle pas nos problèmes. Par contre, l'accord avec le FMI peut permettre de régler nos problèmes », s'est-il exprimé pour résumer sa pensée.

Mettre l'accent sur l'exécution des politiques publiques

L'économiste a souligné que le Sénégal dispose de toutes les ressources humaines requises — au sein de l'administration, du secteur privé comme de l'université — pour concevoir des plans économiques performants. Le véritable défi réside, selon lui, dans la capacité à les déployer concrètement. Il a notamment évoqué le dossier de la dette intérieure, vivement attendu par le

tissu économique local. « Depuis deux ans, on en parle, mais c'est un problème qu'on n'a pas encore réglé », a-t-il déploré, exhortant l'État à faire preuve d'exemplarité dans la gestion des deniers publics.

Rationalisation et gestion pragmatique de la dette

S'exprimant sur la nécessité de meuler les dépenses de l'État, El Hadj Alioune Diouf a rappelé que l'effort de sobriété doit être partagé de haut en bas de l'échelle institutionnelle.

« Un dirigeant doit être exemplaire », a-t-il martelé, persuadé que le consentement de la population aux réformes exigeantes sera d'autant plus fort que les dirigeants montreront la voie. Abordant le volet de la dette, il invite à désamorcer le débat autour d'une éventuelle restructuration. Une négociation maîtrisée peut offrir des répit financiers, allonger la maturité des engagements et dégager des marges indispensables à l'investissement productif.



« Nous pouvons payer cette dette, mais on ne veut pas être dans une situation où il faut payer la dette et ne pas investir », a-t-il précisé lors de son passage.

Miser sur les compétences et le secteur privé national

S'exprimant en faveur d'un débat économique affranchi des querelles politiciennes, l'ancien haut fonctionnaire appelle à

placer l'expertise et la responsabilité au centre de la stratégie nationale. Il plaide pour un soutien accru aux « champions » du secteur privé local afin d'en faire les moteurs de la transformation industrielle. Pour appuyer son propos, il a cité la pensée du professeur François Perroux, invitant à « mettre au cœur de l'économie ceux qui savent, ceux qui peuvent », tout en accordant une place de choix aux acteurs capables d'impulser une dynamique industrielle forte.

Enfin, il a appelé à un sursaut patriotique pour consolider les bases économiques du pays, comparant le Sénégal à « une jarre percée » dont l'ensemble des forces vives doit colmater les fuites. Une métaphore claire pour rappeler que la relance ne dépendra pas uniquement des bailleurs extérieurs, mais bien de la rigueur interne et de la valorisation des compétences nationales.

SENEWEB

20E AFRIKA FOOD SYSTEM FORUM DE KIGALI

L'Afrique face au défi de sa souveraineté alimentaire

Après cinq jours de panels, de rencontres et de discussions de haut niveau, la 20e édition de l'Africa Food Systems Forum a pris fin dans la capitale rwandaise. Le rendez-vous de Kigali a réuni plus de 5 000 participants venus de plus de 50 pays autour d'une question centrale : comment transformer durablement les systèmes alimentaires africains ?

Chefs d'État et de gouvernement, ministres, décideurs, investisseurs, scientifiques, agriculteurs, entrepreneurs et jeunes innovateurs ont échangé sur les principaux défis qui pèsent sur l'agriculture et l'alimentation en Afrique. La cérémonie de clôture a notamment été marquée par la signature du livre d'or par le ministre sénégalais de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage, Dr Cheikhou Oumar Ba. Il représentait à Kigali le président de la République Bassirou Diomaye Faye. Au fil des échanges, une préoccupation s'est imposée : la nécessité pour les pays africains de renforcer leur capacité à produire, transformer et distribuer leurs propres denrées alimentaires. La croissance démographique, les changements climatiques, la hausse

des coûts de production, la dégradation des terres agricoles et les difficultés d'accès aux financements constituent autant de défis auxquels les producteurs africains doivent faire face. Les discussions ont également mis en évidence les limites d'une agriculture qui reste encore fortement dépendante des aléas climatiques et, dans plusieurs pays, des importations. Pour les acteurs réunis à Kigali, l'enjeu est désormais de passer d'une logique centrée uniquement sur l'augmentation de la production à une véritable transformation des chaînes de valeur. Cela implique notamment de renforcer les infrastructures de stockage et de transformation, de réduire les pertes post-récolte, d'améliorer l'accès aux marchés et de permettre aux producteurs de

mieux tirer profit de leur activité. La question du financement a également occupé une place importante dans les travaux. Pour de nombreux producteurs et entrepreneurs agricoles, l'accès au crédit demeure un frein au développement de leurs activités. Les participants ont par ailleurs insisté sur la nécessité de mieux intégrer les jeunes et les femmes dans les chaînes de valeur agricoles. L'objectif est de faire de l'agriculture et de l'agroalimentaire des secteurs capables de créer davantage d'emplois et d'offrir de nouvelles opportunités économiques. Le changement climatique a constitué un autre axe majeur des discussions. Sécheresses, inondations, irrégularité des précipitations et dégradation des sols fragilisent de plus en plus les systèmes de production. D'où l'importance, selon les différents intervenants, d'accélérer l'adaptation des pratiques agricoles et de promouvoir des modèles de production plus résilients. La clôture de cette 20e édition intervient dans un contexte où la question de la souveraineté alimentaire s'impose progressivement comme une priorité pour plusieurs États



africains. Au-delà des déclarations et des engagements pris durant les cinq jours de travaux, le véritable défi reste désormais leur traduction sur le terrain : dans les exploitations agricoles, les marchés, les unités de transformation et auprès des millions de producteurs qui constituent le premier maillon des systèmes ali-

mentaires africains. Kigali aura ainsi servi de cadre à une nouvelle réflexion continentale. La prochaine étape sera de voir comment les orientations discutées lors de ce forum pourront se transformer en politiques et en actions concrètes dans les différents pays africains.

SENEWEB

AJEL

Le Malien Abdel Nazer Haidara vient densifier le milieu

Ajel n'en a pas encore fini avec son recrutement. Le club de Rufisque continue de densifier son milieu de terrain

Après avoir perdu pratiquement tous les titulaires de la saison passée, avec les départs d'Ousmane Yéri Diakhaté et d'Ibrahima Diop en Tunisie, de Souleymane Dieng à Teungueth FC ou encore de Bamba Gackou, dont la destination n'a pas encore été finalisée, les vice-champions du Sénégal n'ont pas lésiné sur les moyens pour offrir au nouvel entraîneur, Jacob Ba, un entrejeu de qualité. Ce week-end, le club rufisquois a finalisé l'arrivée de Nazer Haidara. Le milieu de terrain de Wally Daan était très courtisé par plusieurs cadors de la Ligue 1, notamment le Jaraaf, Teungueth FC et Guédiawaye FC. C'est finalement le projet d'Ajel qu'il a choisi. Nazer Haidara arrive dans un secteur où plusieurs recrues, et pas des moindres,

ont déjà posé leurs valises. Ajel a notamment fait venir Matar Niang, ancien capitaine de Guédiawaye FC, Issa Kane, qui a fait les beaux jours de Casa Sports et de l'équipe nationale locale, médaillée de bronze au CHAN 2024, mais aussi Issaga Kane, élu meilleur footballeur local en 2025. Le club a également recruté plusieurs jeunes joueurs en provenance de l'UGB et d'autres clubs. De quoi permettre à Jacob Ba de disposer d'un entrejeu particulièrement fourni pour la prochaine saison.

DSPORTS



TOURNOI UFOA-A QUALIFICATIF CAN U17

Le Sénégal surclasse la Mauritanie, 4-0, pour son entrée en lice

L'équipe nationale de football du Sénégal des moins de 17 ans a dominé (4-0) celle de la Mauritanie au stade Abdoulaye-Wade de Diamniadio, pour le compte de la première journée du tournoi qualificatif de la Coupe d'Afrique des nations de la zone de l'Union des fédérations ouest-africaine de football (UFOA-A). Les buts des Lionceaux ont été inscrits par Cheikh Oumar Sy (35^{ème} mn et 68^{ème} mn), Souleymane Commissaire Faye (47^{ème} mn) et Amadou Ndiaye (86^{ème} mn). Détenteurs du trophée, les protégés de l'ancien capitaine des Lions, Lamine Sané vont affronter la Sierra-Leone, jeudi à Thiès pour le compte de la deuxième journée. Les Lionceaux partagent le groupe A avec la Mauritanie, la Gambie et la Sierra Leone. L'équipe nationale des moins de 17 ans de la Guinée-Bissau a été disqualifiée du tournoi qualifi-

catif de la Coupe d'Afrique des nations de la zone de l'Union des fédérations ouest-africaine de football (UFOA-A), suite aux tests IRM sur l'âge de ses joueurs. Avec la disqualification de la Guinée Bissau, la poule B a été réduite à trois équipes que sont le Mali, la Guinée et le Liberia. Le tournoi UFOA/A U17 a démarré lundi et se poursuivra jusqu'au 20 septembre. Les moins de 17 ans du Sénégal vont tenter de décrocher leur troisième titre d'affilée dans cette compétition de la zone UFOA-A. Ils avaient remporté le tournoi en 2024 et 2025. Les rencontres des deux premières journées, prévues lundi et mardi, vont se dérouler au stade Abdoulaye-Wade de Diamniadio. Les autres rencontres de la compétition sont programmées au stade Lat-Dior de Thiès.

APS

